

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Rapport d'évaluation

Diplôme de l'Institut d'études politiques de Grenoble

- Institut d'études politiques de Grenoble

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

Pour le HCERES,¹

Didier Houssin, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2014-2015

Présentation de la formation

Établissement déposant : Institut d'études politiques de Grenoble

Le diplôme de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble assure en cinq ans une formation à la fois généraliste et spécialisée valant grade de master. Un premier cycle pluridisciplinaire en trois ans est suivi d'un parcours de spécialité en deux ans de niveau master 1 et master 2. L'objectif de la formation est conforme à la norme des différents IEP : former des cadres du secteur public ou du secteur privé avec des débouchés classiques pour un IEP comme journalisme et médias ; métiers du politique ; haute fonction publique ; métiers à l'international...

L'entrée se fait sur concours en 1^{ère} année et en 4^{ème} année et dispense uniquement une formation initiale. L'IEP de Grenoble (IEPG) n'offre pas moins de 18 spécialités du master. Neuf sont co-animées par l'IEPG et des institutions partenaires : *Journalisme - Communication politique et institutionnelle - Gouvernance européenne - Ingénierie juridique et financière des collectivités territoriales - Politique publique de santé - Développement et expertise de l'économie sociale - Villes, territoires, solidarités - Direction de projets culturels - Sciences de gouvernement comparées*. Les neuf suivantes sont propres à l'IEPG : *Ingénierie financière et management des organisations privées - PROGIS - Tourisme : territoires, innovation, gouvernance - Politiques et pratiques des organisations internationales - Techniques, sciences et décisions - Transmédia - Amérique latine - Carrières publiques*.

Certaines spécialités originales intéressent les enjeux relevant des sciences sociales avec des questions scientifiques et technologiques ou de santé publique.

Avis du comité d'experts

Le présent rapport ne porte que sur les neuf spécialités propres à l'IEPG. Les maquettes soumises à l'évaluation ont été rédigées sur la base des programmes de formation 2013-2014. La plupart sont amenés à évoluer prochainement, et pour certains, dès l'année universitaire 2014-2015. Pour l'année 2015-2016 l'ensemble du 1^{er} cycle aura été rénové. De même pour les spécialités de diplôme (DNM ou masters spécifiques à l'IEPG) un projet de création d'écoles internes obéissant à une logique de structuration de la politique de formation autour de regroupement ou de réorganisation des masters par grands pôles de compétence thématiques répond à un double enjeu de lisibilité et de mutualisation des enseignements.

La structure de la formation est classique : trois années généralistes pluridisciplinaires en sciences humaines et sociales, que complètent deux années de spécialisation professionnalisante. Depuis 2014, tous les étudiants de 2^{ème} année effectuent leur année dans une université étrangère, très majoritairement en Europe. L'IEPG n'est pas membre du réseau des sept IEP de province ayant mis en place un concours d'entrée commun, mais fait partie du réseau des 10 Instituts d'études politiques au niveau national. En outre, l'IEP montre une bonne intégration du diplôme dans son environnement académique local : partenariats avec l'Université Stendhal - Grenoble 3, l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble-INP), l'Université Savoie Mont Blanc - USMB (Chambéry). L'IEP entretient des Liens privilégiés avec l'UMPF (Université Pierre Mendès France - Grenoble 2) notamment au niveau Master : des mutualisations existent entre certaines spécialités (mention PPCS et EIE). De nombreux appuis sur le monde professionnel renforcent le dispositif, comme par exemple dans le programme PROGIS, des conventions avec IFOP, TNS, Médiamétrie vont valoriser l'expertise sur la mesure de l'opinion publique. L'un des traits marquants de cet IEP est son appui sur la recherche. Celle-ci repose principalement sur l'UMR PACTE (Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires), laboratoire de référence au sein de la Science politique en France.

Le dossier en revanche ne permet pas d'évaluer sur le fond le fonctionnement de l'équipe pédagogique au niveau du 1^{er} cycle. Elle est présentée en revanche dans le cadre de chaque spécialité au niveau de 4^e et 5^e années. Dans le cadre des neuf formations évaluées, l'implication des professionnels est variable d'une spécialité à l'autre, de même que

le pilotage de la formation. De même en ce qui concerne les effectifs, la réussite au sein de la formation, la poursuite des études et de la formation, le dossier générique demeure lacunaire et seules les spécialités de 5^e année font apparaître quelques données, insuffisantes pour une évaluation en profondeur. A noter cependant les enquêtes menées par l'association des diplômés et quelques bilans de promotion élaborés à partir d'enquêtes organisées par les responsables de master. Les mêmes chiffres sont systématiquement cités, (et parfois affinés dans certaines formations) : pour la promotion 2012 (145 répondants enquête 2012+1, octobre 2013 : plus de 55 % des diplômés ont trouvé un emploi immédiatement après la fin de leur formation, 30 % entre un et trois mois et que seuls 12 % d'entre eux ont attendu quatre à six mois leur première embauche.

Éléments spécifiques du diplôme

<p>Place de la recherche</p>	<p>Elle est centrale dans la vie de l'IEP. L'adossement de la formation à la recherche est remarquable. Elle est transverse au 1er et au 2nd cycles : une initiation à la recherche par la recherche proposée dès la 3ème année dans le cadre des séminaires avec rédaction d'un mémoire ; la plupart des spécialités sont adossées à la recherche, notamment au travers du laboratoire PACTE, UMP 5194, dont l'IEPG assure la tutelle.</p> <p>Plusieurs spécialités s'inscrivent dans les orientations de cette UMR. C'est le cas des spécialités adossées à la mention de master <i>Politiques publiques et changement social</i> et de celles dédiées aux affaires internationales et européennes, ainsi qu'aux phénomènes de territorialisation.</p> <p>Les retombées de cet adossement se traduisent également pour tous les étudiants par une formation au contact des chercheurs de ce laboratoire, une participation aux séminaires, conférences et colloques organisés par ce laboratoire qui leur permet de se préparer aux différents métiers du politique, mais aussi dans le domaine des études d'opinion ou du journalisme.</p> <p>Même s'il concerne naturellement un nombre limité d'étudiants chaque année, et s'il ne peut correspondre à la totalité des spécialités, un parcours « recherche » dédié, en complément de l'orientation duale professionnelle-recherche des spécialités, mène aux études doctorales.</p>
<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>Elle est au cœur de la formation avec les stages et l'introduction d'« ateliers » de professionnalisation. Elle se concrétise par un accompagnement des étudiants à la professionnalisation tout au long du cursus, mais elle se concrétise de manière plus spécifique en 4ème et 5ème années. Elle est soutenue par le réseau des diplômés ainsi que par l'Espace Carrières et stages de l'IEP, des possibilités d'alternance et d'apprentissage pour la spécialité <i>Ingénierie financière et management des organisations privées</i>.</p> <p>En 2014, l'IEPG obtient l'agrément Formasup pour deux spécialités et s'engage dans le référencement de spécialités au RNCP (démarches d'inscriptions en cours, amorcées en 2013-2014).</p> <p>La professionnalisation passe par l'intervention de nombreux professionnels au sein des formations, mais aussi et surtout par des organisations en alternance en 5ème année, permettant de donner aux étudiants en formation initiale une connaissance régulière des milieux et activités professionnels auxquels ils se destinent et d'intégrer des étudiants en formation continue.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Les stages sont proposés en 5ème année et parfois également en 4ème année et sont le plus souvent d'une durée utile de quatre à six mois s'inscrivant ainsi dans le cadre d'un semestre dédié. Ils sont autorisés, mais non obligatoires en 1er cycle. Ces stages peuvent avoir lieu en France ou à l'étranger. Un service administratif de l'IEP et le réseau des anciens aide les étudiants pour la recherche et l'obtention de stages.</p>

Place de l'international	<p>L'année de mobilité obligatoire est la 2ème année. Elle peut être complétée par un ou deux semestres de mobilité de spécialisation en master, pour un séjour académique ou un stage. Deux semestres à l'étranger sont également possibles en années 4 et 5, mais non obligatoires. Cela peut donc donner jusqu'à quatre semestres sur 10 à l'étranger.</p> <p>L'internationalisation de l'IEPG se traduit aussi par l'accueil d'étudiants étrangers. La mixité des étudiants nationaux et internationaux n'est cependant pas aisée à évaluer à partir du rapport. Un CEP remplace le diplôme pour les étudiants internationaux qui restent à l'IEPG pour un séjour académique de deux semestres consécutifs (automne + printemps).</p> <p>La politique d'ouverture de l'IEPG à l'international s'est également concrétisée par la création d'une antenne de l'IEPG au sein de l'Université Internationale de Rabat (IUR) et un partenariat avec l'Université d'Etat d'économie de Saint-Petersbourg. A noter également l'internationalisation de l'équipe enseignante, notamment au travers de l'accueil de professeurs invités. Ceux-ci assurent certains cours en anglais et contribuent à élargir les réseaux internationaux de l'IEPG.</p>
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	<p>L'entrée à l'IEPG se fait par la voie de concours. Une épreuve de langue et une épreuve sur ouvrage ; mode de recrutement qui valorise l'accès à Bac +1 d'étudiants venant des prépas tout en permettant à ceux qui n'y sont pas passés de réussir. (Le concours d'accès direct en 2ème année a disparu en 2014).</p> <p>Une politique d'ouverture sociale prend la forme d'un volet éducatif du programme de responsabilité sociétale et citoyenne de l'établissement, avec le soutien de la région Rhône Alpes. Ce dispositif cible les élèves boursiers du secondaire ou en grande difficulté financière de certains lycées de l'académie de Grenoble et les aider à intégrer les filières universitaires.</p>
Modalités d'enseignement et place du numérique	<p>Très classiquement pour un IEP, les modalités pédagogiques ont fait leur preuve en terme de transmission des connaissances : cours fondamentaux en magistral, conférences de méthode, cours spécialisés (optionnels), Grand Oral et mémoire de 3ème année.</p> <p>La place du numérique semble limitée, il n'est pas fait mention de Moocs ou d'usage de plateformes de type Moodle. On note cependant l'introduction d'« ateliers » concernant la maîtrise des outils logiciels et numériques, ainsi que la créativité (ateliers d'écriture littéraire, journalistique, vidéo ou plastique).</p>
Evaluation des étudiants	<p>Les données sont insuffisantes dans le dossier pour l'évaluer à l'échelle du diplôme. Quand elles sont renseignées, les modalités d'évaluation sont notées ci-dessous dans les avis sur les spécialités.</p>
Suivi de l'acquisition des compétences	<p>Les données sont insuffisantes dans le dossier pour l'évaluer à l'échelle du diplôme. Quand il est renseigné, le suivi de l'acquisition des compétences est noté ci-dessous dans les avis sur les spécialités.</p>
Suivi des diplômés	<p>Un travail est mené pour améliorer la cohérence du dispositif de suivi de l'insertion professionnelle des étudiants diplômés des différentes spécialités de l'IEPG entre l'association des diplômés, l'Espace carrière et les directeurs-trices de spécialité. Le suivi des diplômés n'est en effet pas réalisé par un service administratif dédié.</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	<p>Le dossier ne le documente pas sauf pour certaines spécialités pour lesquelles existent des comités de perfectionnement institutionnalisés.</p>

Synthèse de l'évaluation du diplôme

Points forts :

- L'appui et la centralité de la recherche au sein de la formation en 1^{er} cycle et de l'ensemble des spécialités (hors PENA).
- Attractivité, cohérence et progressivité de la formation, débouchés professionnels variés et bonne insertion professionnelle des diplômés.
- Qualité de l'équipe pédagogique composée d'enseignants-chercheurs spécialisés dans les matières enseignées, mais aussi de professionnels de haut niveau. Grand nombre de permanents impliqués dans l'enseignement.
- La professionnalisation avec une variété des dispositifs favorisant l'insertion professionnelle tout au long du cursus et une politique de développement de l'alternance et de l'apprentissage en 5^{ème} année.
- Richesse de l'offre de spécialités avec des formations classiques (prep'ENA) et d'autres plus originales (Techniques, sciences et décisions -TSD).
- Maquette globale bien conçue et bien stable. Grande originalité de plusieurs formations de spécialité.

Points faibles :

- Suivi de l'insertion professionnelle des diplômés perfectible.
- Absence de portefeuille de compétences.
- La structuration de l'encadrement pédagogique n'est pas très claire, par manque d'information dans le dossier.

Conclusions :

Le dossier était assez complet même s'il y a quelques lacunes. L'instauration de mécanismes de pilotage formalisés et de retour sur expérience, notamment en ce qui concerne le suivi de la progression des étudiants au sein de l'IEP et leur parcours à la sortie permettraient certainement d'améliorer encore un peu plus une formation professionnalisante déjà très satisfaisante.

Avis sur les spécialités

PROGIS - études d'opinion, marketing, medias

Points forts :

- Formation professionnalisante avec un très bon taux d'insertion professionnel (90 % à N+1) dans les secteurs visés par la formation. Conventions de partenariats en cours de signature avec trois instituts de sondage (IFOP, TNS, Médiamétrie).
- Spécialité formant des spécialistes des études dans le domaine de l'opinion, du marketing et des médias / original, attractif et stratégique.
- Passage par l'entreprise/stages à l'étranger, encouragé.
- Bon volume horaire de cours : 680 h sur le master.
- Bonne insertion professionnelle.
- Forte implication des intervenants professionnels et adossement de la formation à des laboratoires de recherche en sciences sociales et en statistiques dont les retombées pour les étudiants sont concrètes. Pilotage étroit par les permanents du PACTE / participation à la partie française de deux grandes enquêtes internationales : International Social Survey Programme (ISSP) et les Enquêtes Valeurs des Européens (EVS).

Points faibles :

- Absence de comité de perfectionnement et évaluation des enseignements perfectibles.
- Faiblesse des effectifs sur certaines années (8 en 2011-2012).

Conclusions :

C'est une excellente formation, permettant des traductions pratiques et opérationnelles (voire commerciales) de savoirs et savoirs faire théoriques. La formation est solide avec une équipe pédagogique de qualité permettant aux diplômés l'acquisition d'une culture générale en sciences sociales et de compétences techniques de production et d'analyse de données qualitatives et quantitatives leur permettant d'être opérationnels et de s'insérer facilement sur le marché du travail.

Tourisme : territoires, innovation, gouvernance

Points forts :

- Formation solide (531h) et pluridisciplinaire (droit, économie, gestion, aménagement, marketing, comptabilité et langues étrangères) avec une forte articulation entre enseignements théoriques et enseignements professionnels (une quinzaine de professionnels/ 35 enseignants intervenants).
- Mise en contact avec les outils technologiques actuels et accent mis sur les compétences en management qui permettent aux étudiants d'être opérationnels.

- Formation en adéquation avec les objectifs de débouchés de cadres supérieurs du tourisme capable de concevoir et de piloter des projets dans les entreprises ou les collectivités territoriales dans une double dimension d'ingénierie de projets touristiques et culturels et de stratégies économique et politique liées au développement des territoires.

Points faibles :

- Beaucoup de mutualisation qui pose la question de la spécificité de certains semestres.
- Suivi des diplômés perfectible (suivi informel par une association des diplômés ou le responsable du master).

Conclusions :

Cette formation étant encore récente, il est difficile à évaluer sur le fond. Nous avons le sentiment qu'elle doit encore évoluer pour atteindre sa maturité et sa stabilisation. C'est une formation professionnalisante solide sur deux ans qui s'inscrit bien dans le paysage sciences Po par sa pluridisciplinarité et qui est pensée en fonction des besoins du secteur visé pour permettre une bonne insertion professionnelle. Le suivi des diplômés pourrait être plus formalisé, systématique et régulier. Le développement de la formation en alternance ou en contrat de professionnalisation pourrait être envisagée, par des partenariats du type PROGIS ou Ingénierie financière.

Ingénierie financière et management des organisations privées

Points forts :

- Formation très professionnalisante en alternance/apprentissage en 5^{ème} année (M2), assise sur des partenariats sérieux avec des acteurs privés (Schneider, Thales, L'Oréal, Total, GDF, Crédit Agricole, Mazars).
- Pilotage de la formation : qualité de l'équipe pédagogique et conseil de perfectionnement institutionnalisé bi-annuel. Plus de 40 intervenants professionnels ou chercheurs sur les quatre semestres.
- Partenariat académique avec Grenoble 2.

Points faibles :

- Absence de précision sur l'évaluation des étudiants.
- Absence de précision sur le suivi de l'acquisition des compétences.

Conclusions :

Cette formation pluridisciplinaire parvient de manière efficace à former des cadres gestionnaires et financiers. Généraliste en 1^{ère} année sur l'environnement des entreprises (économique, politique, juridique, social...), elle devient plus technique en 2^{ème} année avec une formation en apprentissage dans de grandes entreprises partenaires, permettant aux diplômés d'acquérir les outils et techniques pour être opérationnels.

Politiques et pratiques des organisations internationales

Points forts :

- Formation attractive (promotions de 21 à 34 étudiants sur les années) dont l'objectif est de former des généralistes de la coopération internationale. Le master s'est adapté à la politique de contractualisation grandissante des organisations internationales, ce qui est important vue la difficulté des débouchés professionnels dans ce secteur.
- Enseignement pluridisciplinaire au sein d'une science politique « appliquée » à vocation opérationnelle. Stages avec soutiens de l'IEPG.
- Adossement à la recherche qui se concrétise par des cours assurés par des enseignants-chercheurs spécialistes de leur discipline de recherche et par un encadrement pour le mémoire.

Points faibles :

- Stage en S4 (S2 A5) : l'avancer dans la formation ne permettrait-il pas plus de recul et de retour et de valorisation par l'équipe enseignante de l'expérience des étudiants ?
- Faiblesse des intervenants professionnels dans l'équipe pédagogique (1 seul/14).
- Suivi des diplômés réalisé par l'association des diplômés et non par l'administration de la spécialité.
- 20 % de diplômés en poursuite d'études dans d'autres formations de type « mastère ». Ce qui renvoie possiblement au problème des débouchés de ce type de formations.

Conclusions :

La formation répond globalement à l'objectif de former des cadres pour les organisations internationales, la moitié des diplômés, selon le dossier, travaillant dans des ONG. On relève néanmoins un taux de poursuite d'études en « mastère » non négligeable. La formation gagnerait peut être à s'ouvrir un peu plus au monde professionnel en 5^{ème} année avec un renforcement des interventions de professionnels du secteur. Développer un outil précis et « officiel » de suivi des étudiants à l'issue du diplôme pourrait être utile pour le développement de la formation.

Techniques, sciences et décisions

Points forts :

- Originalité de cette formation pluridisciplinaire et professionnalisante tournée vers les secteurs de l'innovation.
- Promotions mixtes et paritaires de 2x10 étudiants.
- Formation qui permet à des étudiants de l'IEP une ouverture sur les projets et compétences additionnelles impliquant les sciences et technologies et à des élèves ingénieurs une ouverture aux sciences humaines.
- Qualité de l'équipe pédagogique en parfaite adéquation avec les objectifs de la formation.
- Bonne insertion professionnelle ou poursuite en doctorat.

Points faibles :

- On relève une baisse significative des effectifs sur les trois dernières années non analysée/explicite dans le dossier.
- Absence de comité de perfectionnement institutionnalisé.
- L'insertion professionnelle est globalement satisfaisante (de 60 % des étudiants de la promotion 2012-2013 en emploi à N+1 et près de 80 % de la promotion précédente en emploi à N+2), mais elle se fait, selon le dossier, plutôt dans le domaine du développement durable et la transition énergétique ce qui n'est pas totalement en adéquation avec les secteurs d'innovations plus variés visés par la formation.

Conclusions :

Parcours original et très intéressant : double compétence « managériale » et sciences humaines avec sciences « dures » et technologies. La formation assurée par une équipe pédagogique de qualité répond à l'objectif de former des étudiants d'IEP et des ingénieurs afin qu'ils deviennent des experts pluridisciplinaires, futurs cadres des entreprises et des administrations publiques dans le domaine de l'innovation, mais elle pourrait être encore davantage valorisée en se tournant vers les secteurs d'innovation qui recrutent le plus.

Transmédia

Points forts :

- Formation dans le domaine des industries culturelles et créatives qui s'appuie sur des liens avec les acteurs du secteur : appui sur les réseaux du CITIA et du pôle de compétitivité Imaginove, le marché international du film d'animation d'Annecy (MIFA), le CNC, des syndicats de métiers, des entreprises du secteur.
- Au cours de leur formation, dans le cadre du séminaire « Novatio » (séminaire interne au master *Transmédia*) ils rencontrent très régulièrement des acteurs nationaux et internationaux de la réalisation, de la production et de la diffusion.
- Spécialité construite en fonction des compétences attendues et des besoins du marché dans ce secteur d'activité innovant et avec le souci de professionnaliser et de rendre opérationnels les diplômés.
- Appui sur PACTE et laboratoire IREG de l'Université Savoie Mont Blanc.
- Effectifs en croissance depuis 2011, témoignant d'une assez bonne attractivité de la formation. Bon volume horaire de cours, 600h. Equipe enseignante de qualité.

Points faibles :

- Absence de comité de perfectionnement institutionnalisé.
- Risque d'un secteur « de niche » ? A suivre par la suite.

Conclusions :

On peut noter l'originalité de la formation dans l'offre globale des IEP : création, production et diffusion de média digital à l'intersection des domaines de l'image, de l'audiovisuel, du cinéma, de l'édition, de la documentation, des services en ligne et du jeu vidéo. Cette jeune spécialité (création en 2011) dans le domaine des industries créatives est en parfaite adéquation avec l'objectif de former des cadres supérieurs aux nouveaux métiers émergents de la production et réalisation de produit d'industries culturelles et créatives. L'instauration de mécanismes de pilotage formalisés permettraient très certainement d'améliorer un peu plus encore une formation déjà très satisfaisante.

Amérique latine

Points forts :

- Formation attractive (promotions d'une vingtaine d'étudiants) orientée vers l'international avec une équipe pédagogique en parfaite adéquation avec la formation et les débouchés visés. Selon l'enquête promotion 2012, 71 % des étudiants de la spécialité ont un emploi dans un délai de 18 mois et un tiers des diplômés sont embauchés en Amérique latine.
- Formation permettant une réelle mise en situation des étudiants avec soit un semestre en stage en France ou à l'étranger dans les services des Ambassades, délégations de l'UE, ONG, OIG, entreprises publiques ou privés ou soit un semestre en centre de recherche en France.

Points faibles :

- L'acquisition professionnelle se fait par séjours sur place. Plus de précision sur les compétences ainsi acquises et les modalités d'acquisition seraient utiles.
- Pilotage de la formation informel.

Conclusions :

La formation attractive et de qualité répond à l'objectif de former de futurs cadres décisionnels pour instituer des liens de coopération entre l'Amérique latine et l'Europe. L'instauration de mécanismes de pilotage formalisés permettraient très certainement d'améliorer un peu plus encore une formation déjà satisfaisante. Le stage est décisif pour l'efficacité de la formation.

Carrières publiques

Points forts :

- Prépa ENA, avec résultats corrects (cinq admis en trois ans). Autres concours préparés : Secrétaire des affaires étrangères, Inspecteur des affaires sanitaires et sociales, Commissaire aux armées, IRA, INET, EN3S.
- Lien organique avec l'ENA, équipe enseignante structurée par les Anciens de l'Ecole. Nombreux professionnels majoritairement énarques (conseiller d'Etat,) qui assurent la direction de la PENA, la responsabilité des modules de formation, facilitent l'accès des étudiants aux stages ainsi que leur pré-professionnalisation.
- Partenariat institutionnel avec l'ENA qui assure en partie son financement sur la 2^{ème} année de la spécialité.

Points faibles :

- Le tableau des résultats aux concours ne précise pas le ratio Inscrits/admissibles/admis par concours, ni le nombre de concours présentés par candidat.
- Le stage sur un semestre en M1 n'apparaît pas spécialement dédié à la fonction publique.
- Pas de conseil de perfectionnement, dialogues informels entre enseignants et avec les étudiants.

Conclusions :

C'est une formation classique dont la spécificité semble être le lien avec les Anciens de l'ENA. La formation est cependant originale en ce qu'elle est proposée sur deux ans et elle s'inscrit, sur la 2^{ème} année, dans la continuité des PENA existant en France dans différents IEP notamment, formations qui ont fait leur preuve en terme de succès aux concours de la haute fonction publique. Mais il est difficile à partir du dossier d'évaluer le niveau de réussite globale sur l'ensemble des concours. L'instauration de mécanismes de pilotage formalisés permettraient très certainement d'améliorer un peu plus encore une formation déjà très satisfaisante.

Communication politique et institutionnelle (CPI)

Points forts :

- Partenariat Grenoble 3 - Stendhal / double diplomation. Partenariats avec d'autres écoles notamment l'ICM
- Formation professionnalisante avec des dispositifs variés de mise en situation pour les étudiants : stage ; mobilité internationale ; mais aussi simulation d'une campagne électorale ; analyse de cas de communication corporate et d'entreprise, cas de communication de crise ; rédaction de discours et analyse de données.
- Possibilités d'approfondissement des langues ou nouvelle langue.
- Possibilité de suivre le parcours recherche (pré-doctoral).
- Qualité de l'équipe enseignante.

Points faibles :

- Volume horaire de cours un peu faible (470 h sur le master).
- Un nombre non négligeable de diplômés de cette spécialité poursuit leurs études.
- Equipe pédagogique composée d'intervenants professionnels assez peu nombreux.
- Le suivi des étudiants renseigné porte seulement sur la validation interne en général des étudiants (passage en année supérieure, validation partielle, etc.).

Conclusions :

Cette spécialité est une jeune formation (création en 2011) dont l'attractivité augmente avec des effectifs en croissance (de 9 en 2011 à plus d'une 20aine en 2013). L'insertion professionnelle est déjà satisfaisante en raison de son adéquation avec les objectifs de la formation. L'instauration de mécanismes de pilotage formalisés et un renforcement des intervenants professionnels permettraient très certainement d'améliorer un peu plus encore une formation déjà satisfaisante.

Observations de l'établissement

Grenoble, le 15 juillet 2015.

Réponses au Rapport de l'HCERES

Nous tenons d'abord à remercier les évaluateurs de l'HCERES de leur rapport et d'avoir reconnu la qualité de l'offre de formation de Sciences Po Grenoble. L'exercice est d'autant plus difficile que comme pour les autres IEP, notre diplôme s'organise autour d'une cohérence pensée sur 5 ans et non sur les 2 dernières années de spécialisation. Même si fort logiquement l'évaluation se centre sur les spécialités du diplôme, elle n'ignore pas totalement les dispositifs mis en place au titre des trois premières années pour apprécier dans sa globalité la cohérence de notre offre de formation.

Plusieurs observations complémentaires doivent néanmoins être faites. Nous relevons d'abord que le périmètre d'évaluation des formations retenu est incomplet dans la mesure où les spécialités en partenariat avec l'Université Pierre Mendès France, voire celles avec l'Université Stendhal, ne sont pas appréciées dans le présent rapport. Cela est d'autant plus regrettable que le rapport d'évaluation produit sur les masters de l'UPMF contient quant à lui une série d'erreurs et d'approximations matérielles. Cela provient notamment du fait que l'information dont nous avons été destinataire était que l'évaluation des formations non reconduites par l'UPMF serait réduite et que les documents fournis ne devaient contenir que les mentions de master puisque les spécialités du diplôme de l'IEP seraient spécifiquement analysées dans le cadre de l'évaluation de Sciences Po Grenoble. Il en résulte qu'une grande part des formations de notre établissement n'est pas évaluée dans le présent document.

Nous notons avec satisfaction que les évaluateurs ont retenu les efforts produits par notre établissement pour rendre notre formation de plus en plus professionnalisante. Le renforcement de la professionnalisation est au cœur de la réforme pédagogique et des axes de développement de Sciences Po Grenoble (ateliers professionnalisation tout au long du cursus, mois de l'orientation et de l'initiative, rénovation des enquêtes d'insertion professionnelle, stages systématiques pour nos étudiants dans toutes les formations et automatisation de l'information sur les offres de stage, partenariat avec l'association des diplômés, etc.). Pour aller plus loin encore dans ce processus, la réforme des masters prévoit de surcroît la création de labels transversaux de formation aux différentes méthodologies professionnelles (Méthode de gestion des projets internationaux, Méthodes d'évaluation des politiques publiques, Méthodes de la création d'entreprise, Méthodes de la recherche, Méthodes de gestion de données, etc.) que les étudiants pourront choisir librement, en fonction de leurs projets et en plus de leur spécialité, et qui se traduira pour eux par un supplément au diplôme certifiant les compétences professionnelles ainsi acquises.

Il est à noter que l'un des points forts soulignés dans le rapport, à savoir l'adossement de nos formations à la recherche, n'est pas affecté mais encore renforcé par la réforme

actuellement engagée. Non seulement en effet un label transversal « Méthodes de la recherche » (Ex-parcours recherche) est proposé à tous les étudiants mais un effort systématique a été fait pour mieux articuler l'ensemble de nos spécialités du diplôme aux différents axes de recherche de nos laboratoires comme le préconisait le rapport d'évaluation de la Commission externe présidée par Jacques Commaille que nous avons constituée pour préparer notre réforme.

Le rapport souligne en revanche un investissement insuffisant de l'établissement dans le domaine du numérique. Cette remarque est légitime au regard du moment où l'évaluation a été produite. Des efforts considérables ont été menés depuis et le numérique constitue aussi l'un des axes de la réforme actuellement engagée de nos spécialités de diplôme. A ce titre, Sciences po Grenoble a mis en place une petite équipe d'ingénierie pédagogique pour le développement de l'enseignement numérique composée d'un chargé de mission en enseignant, d'un chargé de mission technique, de la responsable de la cellule TICE et d'une gestionnaire administrative. Dans ce cadre, nous pouvons d'ores et déjà relever les actions entreprises suivantes : création de nouvelles formations à distance tant de niveau bachelor que de grade master, tant en formation continue qu'en formation professionnelle ; création et équipement d'une salle immersive au sein de l'établissement grâce aux financements de la région ; insertion dans l'équipe créa-mooc du site de l'Université Grenoble Alpes (avec un financement à la clé d'une plateforme spécifique pour l'IEPG) ; pleine participation à l'équipe Idefi-Numérique qui vient d'être remporté par l'Université Grenoble Alpes. Ces quelques exemples, non exhaustifs, témoignent de notre engagement dans le développement du numérique dont nous considérons qu'il constitue un axe essentiel pour l'avenir.

En conclusion, nous pouvons indiquer que la réforme des spécialités de diplôme qui n'en était qu'au stade des préconisations au moment des remontées nécessaire à l'évaluation sur nos formations est désormais presque entièrement finalisée. Le projet a d'ores et déjà été présenté aux différentes instances de l'établissement (notamment CEVIE et CA) et sera définitivement adopté en octobre 2015 pour une mise en œuvre à la rentrée universitaire 2016.

Le directeur de SciencesPo Grenoble,

Jean Charles FROMENT